



Le Canada soumet la dirigeante de Huawei à de lourdes conditions de remise en liberté en attente des résultats des procédures d'extradition vers les États-Unis

Par [Keith Jones](#)

Mondialisation.ca, 19 décembre 2018

wsws.org 12 décembre 2018

Région : [Asie](#), [Le Canada](#)

Thème: [Économie](#), [Loi et Justice](#)

Un juge canadien basé à Vancouver a accordé une libération sous caution à la responsable des finances de Huawei dans l'attente d'une décision d'extradition venant de Washington pour qu'elle subisse de fausses accusations de «violation des sanctions». Toutefois, les conditions de remise en liberté que la Cour a imposée à Meng Wanzhou sont lourdes.

Meng doit porter un bracelet GPS à la cheville en tout temps, limiter ses déplacements à la région métropolitaine de Vancouver et payer pour assurer sa propre surveillance jour et nuit par une entreprise de sécurité chargée de veiller à ce qu'elle respecte toutes les conditions de sa caution.

Le juge de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, William Ehrcke, a également déclaré que Meng devait remettre 7 millions de dollars en espèces à titre de caution et que 3 millions de dollars supplémentaires, provenant de résidents de Vancouver prêts à se porter garants pour elle, devaient lui être remis en garantie.

Le gouvernement canadien avait fait valoir que Meng devrait être emprisonnée en attendant l'issue de son dossier d'extradition, processus qui pourrait prendre des mois, au motif qu'elle constitue un «risque de fuite».

Fille du fondateur de Huawei et actuel PDG, Ren Zhengfei, Meng a été arrêtée à Vancouver le 1er décembre, alors qu'elle changeait d'avion lors d'un voyage qui devait l'emmener du Mexique à Hong Kong.

Son arrestation était une provocation calculée, visant à la fois Huawei, leader mondial de la technologie de télécommunication 5G, et la Chine, considérée par Washington et Wall Street comme le principal concurrent stratégique de l'impérialisme américain.

Les autorités canadiennes ont saisi Meng à peu près au même moment où le président américain Donald Trump et le président chinois Xi Jinping s'entendaient sur une «trêve» de 90 jours dans la guerre tarifaire américano-chinoise lors d'une réunion en marge du sommet du G20 en Argentine.

Des responsables américains et canadiens – y compris le Premier ministre Trudeau qui a reconnu avoir été informé de l'arrestation de Meng plusieurs jours à l'avance – ont maintenu

que cela n'avait rien à voir avec l'offensive économique, diplomatique et militaro-stratégique toujours plus agressive de Washington contre la Chine.

Mais en dehors de l'Amérique du Nord, l'incident est presque universellement reconnu pour ce qu'il est: un abus de pouvoir flagrant et une poursuite politiquement motivée et manipulée ou, pour le dire plus simplement, un enlèvement à la faveur d'un coup monté.

Meng est accusée d'avoir violé les sanctions économiques punitives imposées par Washington à l'Iran en 2013, en mentant sur les relations entre Huawei et une autre société, Skycom, qui selon le département de la Justice américaine aurait exporté des biens produits aux États-Unis en Iran. Elle est actuellement accusée de deux chefs d'accusation aux États-Unis, chacun pouvant entraîner une peine de prison de 30 ans.

L'arrestation de Meng survient alors que les États-Unis cherchaient à convaincre leurs alliés, dont le Canada, d'exclure Huawei de leurs réseaux 5G émergents. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont déjà pris des mesures en ce sens et le Canada et la Grande-Bretagne, les deux autres membres du réseau d'espionnage mondial *Five Eyes* dirigé par la National Security Agency (NSA), envisagent maintenant de faire de même.

Les interdictions sont justifiées par des raisons de sécurité nationale. Cependant, dans une lettre adressée au premier ministre canadien Justin Trudeau en octobre invitant le Canada à exclure Huawei du réseau 5G du pays, les sénateurs américains Mark Warner et Marco Rubio ont affirmé qu'il existait également des raisons commerciales majeures de le faire.

Mardi, le *New York Times* a annoncé que le gouvernement Trump était sur le point d'annoncer une série de nouvelles mesures contre la Chine, dont beaucoup visaient le secteur de la haute technologie. Pour des raisons économiques et militaires, les États-Unis sont déterminés à contrecarrer la volonté de la Chine de progresser dans la chaîne de valeur en développant un leadership mondial dans les télécommunications, l'intelligence artificielle et d'autres secteurs de haute technologie - un objectif clé de la stratégie «*Made in China 2025*» de Pékin.

Les représentants du gouvernement chinois ont vigoureusement dénoncé l'arrestation de Meng. Au cours du week-end, le ministère chinois des Affaires étrangères a demandé la libération immédiate de Meng lors de réunions séparées avec les ambassadeurs canadien et américain à Pékin.

Les protestations de la Chine ont été modérées, même si elles sont formulées avec force, dans l'espoir d'éviter une rupture complète des négociations commerciales avec les États-Unis.

Mardi, l'ambassade de la Chine à Ottawa a publié une déclaration affirmant que l'arrestation de Meng et son extradition imminente étaient un «complot politique» fomenté par Ottawa et Washington. «Il ne s'agit pas d'une affaire judiciaire ordinaire, mais d'une conspiration politique», «d'une persécution politique» envers une «entreprise chinoise et d'une citoyenne chinoise».

La déclaration qualifiait l'affirmation du gouvernement canadien voulant «qu'il n'y avait aucune implication ou ingérence politique dans la détention» de la directrice financière de Huawei de «posture politique».

Interrogé par le *Globe and Mail* sur les accusations portées par les Chinois, Kelly Craft,

ambassadeur des États-Unis au Canada et épouse du milliardaire des mines de charbon, Joe Craft, les a qualifiées d'«absolument fausses». Craft a ensuite fait valoir que la Chine est une menace grandissante pour le monde des points de vue économique et militaire. Selon le *Globe*, sa diatribe incluait des dénonciations à la fois de Huawei et du programme de construction d'infrastructures eurasiennes *One Belt One Road* (OBOR) de la Chine.

Mardi également, Ottawa a rapporté que la Chine avait arrêté un ancien diplomate canadien qui travaille maintenant pour l'International Crisis Group, Michael Kovrig. Bien que le gouvernement ait fourni peu de détails, mis à part le fait qu'il «n'épargnait aucun effort» pour s'assurer que Kovrig était sans danger et traité correctement, les médias canadiens ont rapidement affirmé que c'était un cas de représailles de la part de la Chine.

Depuis l'arrestation de Meng, de nombreux éditoriaux ont été publiés dans les principaux journaux du pays, qui soutiennent les pressions américaines pour que Huawei soit exclu du réseau 5G du pays et demandent que des mesures supplémentaires soient prises pour surveiller et limiter les investissements chinois.

Lundi, le *Globe and Mail*, le porte-parole traditionnel de l'élite financière de Bay Street, a publié un éditorial soutenant l'appel de l'ancien Premier ministre conservateur Stephen Harper pour que le Canada interdise l'équipement de Huawei sur les réseaux sans fil de prochaine génération. «Le Canada», a ajouté le *Globe*, «ne devrait pas donner à la Chine la liberté d'investir au Canada qu'elle cherche depuis longtemps».

Keith Jones

Article paru en anglais, WSWWS, le 12 décembre 2018

La source originale de cet article est [wswws.org](http://www.wswws.org)

Copyright © [Keith Jones](http://www.wswws.org), [wswws.org](http://www.wswws.org), 2018

Articles Par : [Keith Jones](http://www.wswws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca